



PRÉFET DE L'AIN

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 2020-RAP-S4-265-AL		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société NATUREX Actiparc Pont de Vaux Les Chapelles Sud 01 190 REYSSOUZE SIREN : 384 093 563 SIRET : 384 093 563 00086	S3IC 101-40 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED	
Activité principale : Extraction de principes actifs de végétaux		
Date du contrôle : 03/12/2020		
Inspecteur(s) : Arnaud LAVÉRIE		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :	
Thème(s) du contrôle • Défense incendie		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Parc à solvants • Visite générale du site		
Référentiel(s) du contrôle • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 octobre 2003 modifié • Arrêté du 1 ^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M VANDROUX	NATUREX	Responsable HSE
M DUTHOIT	NATUREX	Directeur du site
M JOSSART	NATUREX	Technicien HSE
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> S4 <input type="checkbox"/> Autre :	

I. Synthèse de la visite et des constatations

I.1. Périmètre inspecté

L'inspection portait sur la défense incendie associée à l'utilisation et à l'entreposage de liquides inflammables sur l'installation et, notamment, sur le plan de défense incendie prévu à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 (intégré au POI de l'établissement).

I.2 – Situation administrative

Initialement soumise à autorisation, l'installation relève désormais de l'enregistrement et l'exploitant indique avoir récemment décidé d'appliquer les dispositions de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 à la place de celles de l'arrêté du 3 octobre 2010, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} juin 2015.

L'arrêté du 3 octobre 2010 amenait en effet l'exploitant à devoir assurer l'autonomie du site en matière de défense incendie ce qui n'est actuellement pas le cas, notamment au niveau des stockages de liquides inflammables des ateliers 1 et 2 (voir ci-dessous).

I.3 – Synthèse des constats effectués

L'installation est équipée d'un parc à solvants et d'une cuverie compatibles avec les exigences de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 :

- détection (bande de détection linéaire en périphérie des rétentions) ;
- couronnes de refroidissement sur les cuves ;
- tapis de mousse dans les rétentions ;
- volume à disposition pour recueillir les eaux d'extinction ;
- débits / volumes d'eau d'extinction, etc ;

aussi bien pour une extinction autonome que, en cas d'échec, pour une extinction par les secours extérieurs après une phase de temporisation.

Une partie des liquides inflammables de l'installation est cependant entreposée dans des cuves dans les ateliers 1 et 2 du bâtiment « Reyssouze 1 » et :

- les dispositifs d'extinction présents, par brouillard d'eau (sans émulseur), ne permettent pas de garantir une extinction autonome ;
- les volumes et débits d'eau nécessaires pour l'extinction d'un feu de nappe par les secours extérieurs ne sont pas disponibles ;
- la gestion des eaux d'extinction dans ce scénario reste à préciser, le volume dépassant les capacités de la rétention déportée associée.

Cette situation est néanmoins d'ores et déjà identifiée par l'exploitant, qui a planifié des travaux de mise en conformité en 2021 (notamment la mise en place d'une réserve d'eau sur le site).

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, 4 non-conformités ont été relevées. Ces non-conformités sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum de 3 mois, un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités constatées. Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

Inspecteur	Vérificateur	Approbateur

Annexe I
Établissement NATUREX de Reyssouze - Inspection du 3 décembre 2020
Thématique « Risques » - Liquides inflammables

Constat n°1 – Eau et émulseur

Les calculs réalisés par l'exploitant en application de l'article 14 de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 montrent la nécessité, pour les ateliers 1 et 2 :

- d'une réserve d'eau de 86,6 m³ ;
- d'un débit d'extinction montant à environ 380 m³/h pendant 20 minutes pour l'extinction par les secours extérieurs.

Cette réserve n'est pas en place, mais l'exploitant a indiqué que les cuves nécessaires pour la réserve d'eau avaient déjà été approvisionnées et que les travaux d'installation étaient planifiés en 2021.

Demande n°1 : L'exploitant met en place, sous un délai maximal de 6 mois, les moyens nécessaires :

- **pour assurer les volumes et débits d'eau nécessaires pour l'extinction d'un feu de nappe dans les ateliers 1 et 2 ;**
- **pour permettre leur mise en œuvre opérationnelle par les secours extérieurs.**

L'exploitant dispose à ce jour des capacités en émulseur prévues pour la phase d'extinction autonome du parc à solvants, de la cuverie et du stockage de méthanol.

Les volumes nécessaires en cas d'intervention des secours extérieurs (ateliers 1 et 2 ou échec des moyens d'extinction autonomes) ne sont cependant pas disponibles, même si l'exploitant a indiqué avoir d'ores et déjà prévu de les approvisionner en 2021.

Demande n°2 : L'exploitant constitue, sous un délai maximal de 6 mois, en quantité et en qualité, les réserves d'émulseurs nécessaires à la mise en œuvre de sa stratégie de lutte contre l'incendie.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 14 et annexe II de l'arrêté du 1 ^{er} juin 2015.	6 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat n°2 – Rétention des eaux d'extinction

L'article 22-V de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 prévoit, pour les stockages de liquides inflammables dans des bâtiments, « *un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % du volume abrité, à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de la rétention.* »

D'après les déclarations de l'exploitant, la rétention déportée des ateliers 1 et 2 a un volume utile de 125 m³, alors que le scénario d'extinction d'un incendie dans les ateliers 1 et 2 nécessite environ 190 m³ d'eau, sans compter le volume des liquides stockés.

L'exploitant a indiqué que le bassin de la STEP du site, en aval de la rétention déportée (transfert par pompe) pouvait être utilisé en dernier ressort pour recueillir les eaux d'extinction.

Cette procédure n'est cependant pas formalisée et conduit notamment aux remarques suivantes :

1 – À ce jour, un commutateur unique actionne :

- la mise hors service de la pompe de transfert entre la rétention déportée et le bassin de la STEP ;
- la fermeture des vannes d'isolement entre les autres rétentions du site et la rétention déportée.

À l'inverse, la remise en service de la pompe conduirait apparemment également à rouvrir les vannes situées entre les différentes rétentions du site et la rétention déportée, pouvant conduire à des mouvements inopportuns d'effluents pollués voire enflammés entre les différentes zones.

2 – L'organisation de crise doit prévoir une surveillance adaptée du niveau d'eau dans la fosse de rétention déportée afin d'amorcer le transfert au bon moment et d'exclure le risque de débordement fortuit (un système de rétention est en principe passif).

3 – En l'absence de dispositif coupe-feu entre les ateliers 1 et 2 et la fosse de rétention déportée, la présence d'une nappe enflammée dans la fosse de rétention déportée ne semble pas pouvoir être exclue (risque d'endommagement de la pompe de relevage et de débordement à terme d'une nappe enflammée).

Demande n°3 : L'exploitant met en place un dispositif de rétention d'un volume conforme aux exigences de l'article 22-V de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 pour les réservoirs de liquides inflammables des ateliers 1 et 2.

Le cas échéant, l'utilisation du bassin de la STEP pour assurer une partie de ce volume de rétention fait l'objet d'une analyse des risques détaillée et de la mise en place des dispositifs techniques et des procédures opérationnelles nécessaires.

L'article 22-II-C de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 prévoit, dans le cas d'une rétention déportée, la mise en place « *d'équipements empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre les stockages et la rétention (par exemple, un siphon anti-feu).* »

Demande n°4 : L'exploitant met en place un dispositif empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre les ateliers 1 et 2 et la rétention déportée de l'installation.

Par manque de temps, la conformité du volume de rétention de la cuverie n'a pas pu être vérifiée lors du contrôle.

Observation n°1 : L'exploitant transmet la justification :

- du volume efficace de la rétention de la cuverie ;
- de sa conformité vis-à-vis des critères de l'article 22-III-A de l'arrêté du 1^{er} juin 2015.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 22 de l'arrêté du 1 ^{er} juin 2015.	Demandes 3 et 4 : 31/12/21 Observation n°1 : 1 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat n°3 – Fonctionnement des couronnes de refroidissement en parallèle des déversoirs à mousse

L'exploitant a indiqué qu'en cas de déclenchement de l'extinction automatique dans le parc à solvants ou dans la cuverie, les couronnes de refroidissement des réservoirs (alimentées en eau sans émulseur) étaient mises en œuvre en même temps que les déversoirs à mousse des rétentions.

Le rapport 2011/02 du GESIP « *guide de lecture de la réglementation sur le stockage et le chargement/déchargement de liquides inflammables* » indique cependant page 29 que « *il n'est donc pas prévu de refroidissement à l'eau pour les réservoirs pris dans un feu de rétention, car il convient de ne pas perturber l'attaque à la mousse ou la temporisation.* »

Ce guide professionnel s'applique aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 et non à celles de l'arrêté du 1^{er} juin 2015.

Sur le plan technique, il interroge néanmoins sur la pertinence de la stratégie mise en place sur le site NATUREX.

Observation n°2 : L'inspection invite l'exploitant à s'assurer que la mise en service, en eau, des couronnes de refroidissement des réservoirs en cas de feu de rétention n'est pas susceptible de perturber l'attaque à la mousse.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	-	-
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat n°4 – Poteaux incendie

Deux poteaux incendies permettent d'alimenter les secours extérieurs en cas d'incendie ; ils sont valorisés dans le plan de défense incendie du site.

Ces poteaux sont bien implantés à moins de 100 m des zones à risque conformément à l'article 14 de l'arrêté du 1^{er} juin 2015.

Observation n°3 : Même si ces poteaux ne relèvent pas de la responsabilité directe de l'exploitant, l'Inspection invite ce dernier à vérifier régulièrement qu'ils sont bien testés et que leurs caractéristiques restent cohérentes avec sa stratégie de défense incendie.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	-	-
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		